



Le gouvernement israélien vote la fermeture d'Al Jazeera

Description

Le gouvernement de Benjamin Netanyahu a franchi une nouvelle étape inquiétante pour la liberté de la presse israélienne en censurant la chaîne qatarie Al Jazeera ce dimanche 5 mai, en raison de sa couverture dans la bande de Gaza.

Par l'Agence Média Palestine, le 6 mai 2024



Le siège de la chaîne d'information qatarie Al-Jazeera à Doha, au Qatar, le 11 mai 2022. Photo : REUTERS/Imad Creidi

Ce dimanche 5 mai, le média israélien Haaretz [annonce](#) que « le gouvernement israélien a voté à l'unanimité la fermeture de la chaîne de télévision qatarie Al Jazeera en Israël », en raison de sa couverture de la guerre à Gaza ». Le ministre de la communication israélien,

Shlomo Karhi, directeur « fermer les locaux dans le pays, confisquer le matériel utilisé par son personnel, à l'exception des téléphones et des ordinateurs, et limiter l'accès à son site internet sur le territoire israélien ».

Cette décision prend effet immédiatement, au même moment où Israël annonce [l'évacuation de Rafah](#), assiégée et abritant plus de 1,4 million de Palestiniens déplacés, avant de lancer une offensive d'une terrible ampleur.

Selon le Shin Bet, service de sécurité intérieure israélien, la couverture par la chaîne de la guerre à Gaza la nuit dernière la sécurité de l'État, rapporte *Haaretz*, Benjamin Netanyahu décrivant la chaîne comme un « organe de propagande du Hamas ». *Al Jazeera* était la principale chaîne d'information internationale continuant à rendre compte sur place de l'assaut militaire israélien contre Gaza, et informant 430 millions de foyers dans le monde.

Face à cette décision, le cabinet des Nations Unies pour les droits humains [déclare](#) « regretter la décision d'Israël de fermer *Al Jazeera* » et ajoute que « les médias libres et indépendants servent à garantir la transparence et la responsabilité, d'autant plus avec les restrictions imposées aux reportages provenant de Gaza ». *Reporters Sans Frontières* alerte plus sérieusement sur les implications d'une telle décision, et déplore une « législation liberticide ».

https://twitter.com/RSF_inter/status/1787074943240331301

Jonathan Dagher, responsable du bureau Moyen-Orient de RSF, [alarmait](#) déjà avant l'interdiction de la chaîne sur la dangerosité de cette décision :

« Israël cherche par tous les moyens à faire taire la chaîne Al Jazeera pour sa couverture de la réalité sur le sort des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza depuis le 7 octobre. Le vote du Parlement israélien pour censurer la chaîne Al Jazeera et les propos diffamatoires de Benjamin Netanyahu à l'encontre de ses journalistes sont inacceptables. RSF exige des autorités israéliennes qu'elles cessent leur acharnement violent contre Al Jazeera. Une telle législation de censure, sous couvert de règles démocratiques, ciblant implicitement un média, crée un précédent lourd de menaces pour le journalisme en Israël. »

Cette décision s'inscrit dans un [contexte de censure](#) des médias et journalistes documentant la situation à Gaza, particulièrement depuis octobre, afin de contrôler le narratif de ses agissements. En effet, des journalistes de la *BBC*, d'*Al Jazeera*, de *RT Arabic* et d'*Al-Araby TV* ont signalé que la police et l'armée israéliennes, entre autres, avaient entravé leurs reportages depuis le début de la guerre. Les [recherches du CPJ](#) montrent également que plus de la moitié des journalistes recensés font l'objet d'accusations de terrorisme en réponse à leur couverture de la situation à Gaza.

Le journaliste Imran Khan, correspondant pour *Al Jazeera* en Jérusalem-Est occupée, explique dans un reportage diffusé le jour de la fermeture de la chaîne, que le 1er avril dernier, la Knesset avait voté une loi permettant au Premier ministre d'interdire *Al Jazeera*. Cette loi a maintenant réalité : le site internet de la chaîne est dorénavant clôturé et inaccessible, l'utilisation des téléphones et ordinateurs à des fins journalistiques est interdite pour les employés de la chaîne, la diffusion télévisuelle sur les territoires israélien et palestiniens occupés est

Ã©galement stoppÃ©e.

<https://twitter.com/AJEnglish/status/1787116285912096811>

date crÃ©Ã©e
2024/05/06